

Intelligence artificielle : un expert appelle l'Algérie à bâtir sa souveraineté numérique

L'Algérie doit accélérer sa stratégie en matière d'intelligence artificielle (IA) et réduire sa dépendance aux technologies étrangères. C'est le principal message lancé par l'expert en stratégie numérique et innovation, [Ali Kahlane](#), dans une [contribution](#) publiée par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE). Selon lui, les récentes restrictions américaines sur certains modèles d'intelligence artificielle démontrent que la maîtrise des technologies numériques est devenue un enjeu de souveraineté économique autant que technologique.

Dans son analyse intitulée « *La permission d'utiliser une IA, révocable à tout moment* », l'expert estime que les événements survenus entre le 12 juin et le 1er juillet 2026 marquent un tournant majeur dans l'histoire de l'intelligence artificielle. À ses yeux, il ne s'agit plus simplement d'acheter une technologie ou un service numérique, mais d'obtenir un droit d'utilisation qui peut être suspendu ou retiré à tout moment par le pays qui en contrôle le développement.

Pour Ali Kahlane, cette évolution change profondément la manière dont les entreprises doivent appréhender les risques liés à leur [transformation numérique](#). « Lorsque l'accès à une technologie dépend d'une décision prise ailleurs, la souveraineté numérique cesse d'être un slogan pour devenir une question de continuité d'activité », résume-t-il.

L'expert revient notamment sur les décisions prises par les autorités américaines concernant plusieurs modèles d'intelligence artificielle développés par Anthropic et OpenAI. Durant plusieurs semaines, l'accès à certains des modèles les plus avancés a été limité ou réservé à des partenaires sélectionnés, illustrant, selon lui, la capacité d'un État à contrôler l'accès mondial à des outils devenus essentiels pour les entreprises.

Même si certaines restrictions ont ensuite été levées, Ali Kahlane considère que le message envoyé au reste du monde est clair : les technologies d'intelligence artificielle les plus performantes ne constituent plus seulement des produits commerciaux, mais également des instruments stratégiques soumis à des considérations géopolitiques et de sécurité nationale.

Dans ce contexte, il estime que les entreprises algériennes ne doivent plus considérer l'intelligence artificielle uniquement comme un outil destiné à améliorer leur productivité. Elles doivent désormais intégrer le risque de dépendance technologique dans leur gouvernance et leurs décisions stratégiques.

Selon lui, le véritable danger ne réside pas dans une interruption brutale de toutes les activités économiques, mais dans une dépendance progressive à des services dont les conditions d'accès peuvent évoluer sans que les utilisateurs n'aient leur mot à dire. Les solutions de remplacement existent pour de nombreux usages courants, reconnaît-il, mais elles restent limitées lorsqu'il s'agit d'applications critiques nécessitant les modèles d'IA les plus avancés.

Face à cette nouvelle réalité, Ali Kahlane plaide pour une véritable stratégie nationale de souveraineté numérique. Cette dernière ne consiste pas à se couper des innovations internationales, mais à construire des capacités locales permettant de garantir la continuité des activités économiques, même en cas de restrictions extérieures.

L'expert appelle à l'investissement dans les infrastructures numériques

L'expert appelle notamment à renforcer les investissements dans les infrastructures numériques, les centres de calcul, les compétences en intelligence artificielle ainsi que le développement de modèles locaux adaptés aux besoins de l'économie algérienne. Il insiste également sur l'importance d'encourager la recherche scientifique, les partenariats entre universités et entreprises ainsi que l'émergence d'un écosystème national capable de développer des solutions souveraines.

Pour Ali Kahlane, cette réflexion dépasse largement le secteur des technologies de l'information. Elle concerne désormais l'ensemble des entreprises qui utilisent ou utiliseront l'intelligence artificielle dans leurs activités, qu'il s'agisse de l'industrie, des banques, des télécommunications, de la santé ou encore des services.

Sa contribution intervient à un moment où de nombreux pays renforcent leurs investissements dans l'intelligence artificielle afin de réduire leur dépendance aux grandes plateformes internationales. Pour l'expert, l'Algérie dispose encore d'une fenêtre d'opportunité pour anticiper ces évolutions et construire progressivement son autonomie numérique.

Au-delà des aspects techniques, son analyse constitue un appel aux décideurs publics comme aux dirigeants d'entreprises à intégrer la souveraineté numérique parmi les priorités économiques des prochaines années. Car, selon lui, dans l'économie de l'intelligence artificielle, la véritable question n'est plus seulement d'avoir accès à la technologie, mais de pouvoir continuer à l'utiliser lorsque cet accès dépend d'une décision prise à l'étranger.